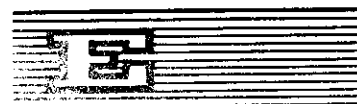




54971

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/ECA/CM.13/36
15 avril 1987

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)

13-20 avril 1987

Point 14 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

23-27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT DE LA HUITIEME REUNION DU COMITE REGIONAL AFRICAIN
DE COORDINATION POUR L'INTEGRATION DE LA FEMME
AU DEVELOPPEMENT**

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

1. La huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) s'est tenue à Addis Abeba du 10 au 11 avril 1987 sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Sur les quinze (15) Etats membres du Comité, les 14 pays suivants étaient représentés : le Bénin, le Burundi, le Cameroun, les Comores, l'Egypte, le Ghana, la Guinée Equatoriale, le Kenya, la Mauritanie, le Rwanda, le Tchad, la Tunisie, le Zaïre et le Zimbabwe. Six pays, à savoir : l'Ethiopie, le Congo, le Gabon, la Jamahiriya Arabe Lybienne, le Malawi et la Tanzanie ont participé à la réunion en qualité d'observateurs. Ont également pris part aux travaux du Comité l'Organisation de l'Unité Africaine, l'Organisation panafricaine des femmes, ainsi que les Organisations des Nations Unies suivantes : BIT, FAO, FNUAP, INSTRAW, UNDP, UNESCO, UNHCR, UNICEF. Les Organisations non gouvernementales présentes étaient : le Comité Inter-africain (CI AF) sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants en Afrique, la Fédération internationale pour la planification familiale, the Women's International Democratic Federation (WIDF), le Bahai International Community. Le gouvernement Suédois était également représenté comme observateur.

A. CEREMONIE D'OUVERTURE (point 1 de l'ordre du jour)

3. La réunion était ouverte par la présidente sortante du CRAC. Dans sa note d'introduction, la Présidente sortante du CRAC a félicité les nouveaux Etats membres du CRAC pour leur élection en qualité de membres des Comités de leurs sous-régions respectives. Elle a rappelé que la réunion du CRAC se tenait à une période où la survie du programme sous régional d'intégration des femmes au développement était en jeu. Elle a exhorté les membres du CRAC à coordonner leurs efforts pour maintenir les acquis des femmes africaines et renforcer les structures d'intégration des femmes au développement mises sur pied dans la région.

4. Prenant la parole à son tour, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a rappelé le rôle qu'a joué le CRAC depuis sa création aux niveaux régional et international. Il a souligné que l'un des objectifs que le CRAC n'avait pas pu atteindre était la mobilisation des ressources financières pour la réalisation des différents programmes d'intégration des femmes au développement. Il a fait remarquer que des efforts étaient encore nécessaires pour combler le retard enregistré dans l'amélioration du statut et du rôle de la femme africaine de manière durable, ceci dans l'esprit des Stratégies d'Arusha et des Stratégies prospectives d'action de Nairobi à l'horizon de l'an 2000. Il a fait appel aux Etats membres pour qu'ils procèdent au réajustement des fonctions des mécanismes nationaux, sous régionaux et régionaux afin de s'assurer qu'ils répondent aux nouvelles données du développement en Afrique définies dans le Programme prioritaire de Redressement économique de l'Afrique. Il a enfin indiqué que la crise financière que

travers le système des Nations Unies risquait de toucher les programmes féminins. Il a exhorté les Etats membres à renforcer leur appui au programme régional et sous régional en détachant des experts nationaux auprès de ces programmes afin de leur permettre de faire face aux difficultés causées par la diminution des ressources financières et humaines et de montrer ainsi à la communauté internationale leur attachement aux structures qu'ils ont mises en place.

B. RAPPORT DE LA PRESIDENTE DU CRAC (point 2 de l'ordre du jour)

5. Présentant son rapport, la Présidente sortante du CRAC a souligné le caractère à la fois stratégique et critique du mandat qu'elle venait d'assurer eu égard à la tenue de la Conférence mondiale de Nairobi au cours de cette période et, aux négociations relatives au suivi du programme d'intégration de la femme au développement au sein de la CEA à la fin du 3ème Cycle de programmation du PNUD. Enumérant les activités qui ont été menées, elle a mis en évidence les difficultés qui ont entravé la bonne marche de son action à savoir les contraintes financières, le manque de communication entre le CRAC et le CARTEF d'une part, et les Mulpocs d'autre part, ainsi que le manque de disponibilité dû à l'exercice d'une double responsabilité régionale et nationale. Elle a invité les participants à réfléchir sur ces difficultés pour en proposer une voie de solution.

6. La réunion a reconnu que les difficultés mentionnées par la Présidente sortante pourraient constituer un handicap réel à la réussite de la mission du CRAC et a demandé au CARTEF d'envisager des mesures pour y remédier.

C. ELECTION DU BUREAU (point 3 de l'ordre du jour)

7. La réunion a élu son bureau comme suit :

Présidente	: Ghana
Première Vice Présidente	: Tunisie
Deuxième Vice Présidente	: Zimbabwe
Premier rapporteur	: Rwanda
Deuxième rapporteur	: Guinée Equatoriale

D. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 4 de l'ordre du jour)

8. La réunion a décidé de discuter en priorité de la question de financement des programmes en faveur des femmes dans le cadre du 4ème Cycle de programmation du PNUD. Aussi, l'ordre du jour de la réunion a été adopté comme suit :

1. Cérémonie d'ouverture
2. Rapport de la Présidente du CRAC
3. Election du Bureau
4. Adoption de l'ordre du jour
5. Rapports sur le Programme de travail de la CEA en faveur des femmes
 - (a) Rapports des Présidentes des Comités sous régionaux
 - (b) Rapport du CAREF
6. Rapport sur la mise en application des projets en faveur des femmes dans le cadre du 4ème Cycle de programmation du PNUD
7. Rapport sur la mise en application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes
8. Planification en faveur des femmes à l'Organisation des Nations Unies
 - (a) Programme de travail de la CEA en faveur des femmes 1988-1989
 - (b) Plan à moyen terme à l'échelle du système concernant la femme et le développement
9. Adoption du rapport
10. Date et lieu de la prochaine réunion

9. L'horaire de travail a été adopté tel que proposé par le Secrétariat

Matinée : de 9h00 à 12h30

Après midi : de 15h00 à 18h00

E. COMPTE RENDU DES DEBATS

RAPPORTS DES PRESIDENTES DES COMITES SOUS REGIONAUX
(point 5(a) de l'ordre du jour)

RAPPORT DE LA PRESIDENTE DU COMITE SOUS REGIONAL DU MULPOC DE GISENYI

10. La Présidente du Comité sous régional du MULPOC de Gisenyi a présenté l'état d'exécution du programme d'intégration de la femme au développement dans la sous-région des Grands Lacs au courant du biennal 1986-1987 en résumant le document ECA/MULPOC/GISENYI/X/38 portant sur le rapport de la quatrième réunion du Bureau du Comité sous régional. Parmi les activités réalisées figurent notamment la participation du Comité à toutes les réunions annuelles du MULPOC, l'organisation d'un colloque sous régional et de trois séminaires nationaux de formation, soit le colloque sur le statut et la condition de la femme dans les pays des Grands Lacs, le séminaire sur la planification et l'évaluation de projets, le séminaire sur les techniques d'enquête au Burundi, et le séminaire sur l'élaboration du programme d'action du mécanisme national au Rwanda.

11. La sous région du MULPOC de Gisenyi a exprimé l'inquiétude de la sous région quant à l'avenir du programme féminin des MULPOCs et a réitéré l'appel lancé au PNUD à la quatrième réunion du bureau du comité sous régional afin qu'il continue à soutenir le programme féminin des MULPOCs. Le bureau du Comité avait demandé à la CEPGL (Communauté économique des pays des Grands Lacs) d'inclure les projets d'intégration de la femme au développement dans son programme pluri annuel et de prévoir la participation des mécanismes nationaux dans les discussions sur le plan quinquenal de développement de la CEPGL.

12. Les principales difficultés qui ont entravé la bonne exécution du programme dans la sous région ont été le recrutement tardif de la coordonnatrice, l'insuffisance des moyens financiers mis à la disposition du projet et la lenteur dans le recrutement des consultants.

13. Concernant l'application de la résolution 579(XX) de la Conférence des Ministres de la CEA, il a été noté que l'insertion des femmes dans la planification nationale et la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et de Nairobi était maintenant une réalité. Il a en outre été rappelé que l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme constituait une préoccupation de la sous région.

RAPPORT DE LA PRESIDENTE DU COMITE SOUS REGIONAL DU MULPOC DE LUSAKA

14. La Présidente du Comité sous régional pour la sous région du MULPOC de Lusaka (Zimbabwe) a présenté les documents ECA/MULPOC/Lusaka/X/9(a) et ECA/MULPOC/Lusaka/158/22 et a souligné les principales activités entreprises dans la sous région en 1986. Il s'agissait notamment de la prestation des services consultatifs et de la fourniture d'une assistance technique aux exercices nationaux de programmation telles que l'intervention dans les évaluations et programmes nationaux de coopération technique (NATCAP) de la Zambie et du Swaziland, dans le quatrième programme national du CIP pour l'Angola, les Comores et Djibouti ainsi que de la participation à des réunions de groupes consultatifs en Somalie et en République Unies de Tanzanie. Cette intervention était destinée à faciliter la prise en considération des préoccupations des femmes dans les principaux plans et programmes nationaux ce qui, à son tour aurait une incidence directe ou indirecte sur la mise en oeuvre de la résolution 579(XX) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en avril 1986.

15. S'agissant de la formation, des bourses de perfectionnement avaient été offertes à des fonctionnaires de mécanismes nationaux du Botswana, de l'Ethiopie, de la République Unie de Tanzanie et de la Zambie pour participer

à un cours de formation dans le domaine de la planification, de la gestion et de l'évaluation des projets de développement rural à PAID - Panafrican Institute for Development Kabwe, Zambie afin de renforcer les capacités techniques de ces mécanismes nationaux. Un atelier multinational sur la création et la gestion de petites entreprises pour les femmes avec un accent particulier sur les agro-industries, auquel avaient participé le Lesotho, le Malawi, l'Ouganda et la Somalie avait été parrainé par la programme du MULPOC en faveur des femmes. Cet atelier avait été conjointement organisé par l'Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui en avaient assuré le déroulement. Une étude de faisabilité pour l'exploitation mixte des femmes au Mozambique et une étude nationale sur les femmes de Maurice avaient été entreprises en 1986.

16. En dehors de ce qui précède, la cinquième réunion du Comité sous régional sur l'intégration de la femme au développement pour la sous région du MULPOC de Lusaka avait été organisée à Harare (Zimbabwe) du 23 au 28 février 1987. Les Etats membres avaient passé en revue les progrès enregistrés dans l'exécution du programme du MULPOC en faveur des femmes, discuté des problèmes rencontrés et adopté notamment les recommandations suivantes:

- (i) Les anciens participants devraient faire connaître leurs réactions aux activités de suivi en répondant à des questionnaires qui devraient être acheminés par le biais des mécanismes nationaux du PNUD et des Ministères de la planification et des affaires étrangères.
- (ii) Les Etats membres devraient élaborer des politiques nationales explicites sur la participation de la femme au développement; des Comités consultatifs interministériels devraient être créés à tous les niveaux dans les Etats membres afin de faire en sorte que les préoccupations des femmes soient prises en considération dans les plans et programmes nationaux.
- (iii) Les gouvernements devraient consacrer aux activités en faveur des femmes au moins 10 p. 100 de leurs contributions annoncées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique.
- (iv) Le PNUD devrait généreusement continuer de soutenir le programme du MULPOC en faveur des femmes au delà d'avril 1987.
- (v) La CEA devrait rechercher une assistance financière supplémentaire auprès d'autres organismes donateurs.

17. Une réunion d'information organisée pendant la tenue de la cinquième réunion du Comité a permis au bureau du PNUD de Harare d'expliquer au Comité sous régional les conditions dans lesquelles le PNUD continuerait à financer

le programme du MULPOC en faveur des femmes. Les mesures prises par le Comité sous-régional pour élaborer les programmes concrets et hautement prioritaires pouvant être examinés lors de la formulation du programme du MULPOC de Lusaka en faveur des femmes dans le cadre du quatrième Cycle de programmation du PNUD (1987-1991). Elle a souligné le rôle primordial du programme en tant que cadre et foyer des efforts déployés au niveau sous régional en vue d'intégrer la femme au processus du développement.

18. Il a été fait référence à l'échange utile d'informations et de données d'expérience sur les méthodes adoptées par différents pays pour appliquer les Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique. La situation en ce qui concerne la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a également été évoquée.

19. La Présidente a, pour terminer, prié instamment tous les membres du CRAC d'influer sur les délégations de leurs pays respectifs à la réunion du Comité technique préparatoire plénier, de la Conférence des ministres de la CEA et à la Conférence pour les annonces de contributions afin d'assurer la continuité des structures sous régionales et régionales ainsi que celles du programme du MULPOC en faveur des femmes créé pour promouvoir le développement de la femme africaine.

RAPPORT DU COMITÉ SOUS RÉGIONAL DU MULPOC DE NIAMEY

20. Le rapport sur la mise en oeuvre du programme de travail du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest pour la période 1986-1987 a été présenté par la Vice-Présidente du Comité. Le rapport comportait deux volets :

- Les activités entreprises par le bureau du Comité sous régional; et
- Les activités du programme exécutées au niveau du MULPOC.

Le bureau a participé aux réunions statutaires de la CEA et envoyé les recommandations de ces rencontres aux mécanismes nationaux.

21. Ces derniers ont été invités à prendre part activement à l'exercice de programmation de l'assistance du PNUD pour le cycle 1987-1991 afin que la composante femme soit incorporée dans les plans et programmes du 4ème Cycle. Le bureau a recherché des fonds pour son budget de fonctionnement d'une part, et entrepris d'autre part des démarches auprès de PADIS afin que soit établi un circuit d'information entre mécanismes nationaux et sous régionaux de l'Afrique de l'Ouest.

22. Le MULPOC de Niamey a pour sa part réalisé plusieurs activités pendant la période 1986-1987. Il a assuré la participation aux réunions sectorielles de suivi de la Table ronde du Togo et la participation dans la préparation du programme d'assistance du PNUD pour le 4^{ème} Cycle en Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Sénégal d'une part, et d'autre part, à la première phase de la Table ronde du Niger. Le MULPOC a en outre organisé un séminaire sous régional sur le rôle des coopératives dans le processus d'intégration des femmes au développement en décembre 1986, à Cotonou au Bénin. Cette formation a abouti aux principales recommandations visant à la mise en place de mesures incitatives en vue de créer des coopératives de fermes ou mixtes, notamment dans les secteurs agro alimentaires, de former des femmes à l'alphabétisation fonctionnelle et aux principes coopératifs.

23. Les recommandations de la 5^{ème} réunion du Comité sous régional ont porté sur l'agriculture, principalement sur les sous secteurs de transformation, conservation et de commercialisation des produits. Un accent particulier était mis sur la collecte de données sur la contribution des femmes dans l'agriculture dans le but d'assurer l'utilisation de ces données par les planificateurs. Les autres recommandations portaient sur le développement des ressources humaines plus particulièrement sur la formation à la gestion des coopératives, sur la mobilisation des ressources humaines et financières, l'accès des femmes au crédit, la création d'un institut de management pour les femmes basé à l'IDEP à Dakar (Sénégal). Suite à l'annonce de l'arrêt de l'assistance financière du PNUD aux programmes féminins des MULPOCs, le Comité sous régional a proposé à la 8^{ème} réunion du CRAC de saisir la 13^{ème} Conférence des ministres de la CEA d'un mémorandum en vue de remédier à cet état de fait en soulignant que les programmes des MULPOCs en faveur de la femme étaient d'une grande portée pour les femmes africaines.

24. La Vice Présidente du Comité a enfin fait remarquer que 12 pays de l'Afrique de l'Ouest ont signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

RAPPORT DE LA PRESIDENTE DU COMITE SOUS REGIONAL DU MULPOC DE YAOUNDE

25. Dans sa présentation, la Présidente du Comité sous régional du MULPOC de Yaoundé a fait le compte rendu des activités menées au cours de l'année 1986 ainsi que le bilan du cycle allant de 1982 à 1986. Au cours de l'année 1986, le programme du MULPOC a organisé un séminaire sous régional sur le rôle de la femme dans la commercialisation des denrées alimentaires et a entrepris une étude sur le même thème. Dans le cadre de la programmation du 4^{ème} Cycle, la coordonnatrice du programme a participé aux exercices de programmations dans quatre pays de la sous région qui effectivement ont tenu compte des besoins des femmes dans les plans, programmes et projets nationaux.

26. S'agissant du bilan du 3ème cycle, la Présidente a énuméré les différentes activités de formation et de recherche qui ont été exécutées au cours de cette période dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation, de la femme et la planification du développement, des technologies alimentaires appropriées. Ces activités ont permis une meilleure connaissance des problèmes posés aux femmes dans la sous région ainsi qu'une meilleure orientation dans l'élaboration des programmes nationaux en faveur de la femme.

27. Concernant l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, quatre pays de la sous région l'ont signée et ratifiée et une étude a été entreprise au Gabon par la CEA sur l'application de cette Convention. Sur ce point, un appel a été lancé pour que les mécanismes nationaux veillent à la signature et à l'application de cette Convention.

28. Quant à la résolution sur la femme et le développement national adoptée lors de la 7ème réunion du CRAC, il a été constaté que la plupart des pays de la sous région ont tenu compte des besoins des femmes dans les plans et programmes de développement national.

29. Compte tenu des priorités nationales des directives du Programme prioritaire de Redressement économique de l'Afrique, du Programme d'action des Nations Unies pour le Redressement économique et le développement de l'Afrique et des Stratégies d'Arusha, le programme pour le 4ème Cycle a mis l'accent sur l'agriculture, la promotion des activités productives et commerciales dans les secteurs de vulgarisation des technologies alimentaires et l'appui à celles qui existent. La Présidente a conclu en lançant un appel à la réunion pour que les résultats des travaux aboutissent au maintien des programmes sous régionaux d'intégration de la femme au développement.

RAPPORT DE LA PRESIDENTE DU COMITE SOUS REGIONAL DU MULPOC DE TANGER

30. En exposant le rapport de la sous région de l'Afrique du Nord, la Présidente du Comité sous régional du MULPOC de Tanger a fait un examen critique de la situation qui prévalait dans la sous région du MULPOC en mettant l'accent sur les obstacles rencontrés par la sous région dans l'exécution de son programme de travail, obstacles dus essentiellement au défaut de financement et à l'absence de la coordonnatrice du programme d'intégration de la femme au développement dans la sous région. De nouvelles stratégies ont été proposées pour permettre à la sous région de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouvait depuis deux années et d'assurer l'intégration de la femme dans le processus de développement tant national que régional. Il s'agit des mesures suivantes qui permettraient de réaliser des priorités fixées par le Comité et de les inclure dans le programme de travail pour l'année 1987 et l'exercice biennal 1988-1989.

- .. La réalisation du projet pour l'intégration de la femme au développement présenté pour financement dans le cadre du 4ème Cycle de programmation du PNUD, projet qui reflète les priorités de la sous région à savoir la formation professionnelle et l'amélioration des revenus, l'information et la documentation,
- .. La collaboration avec l'ONUDI qui est disposé à financer un projet de "création de compétence en matière de gestion et de direction chez les femmes chefs d'entreprises" dans les pays en développement de la sous région de l'Afrique du Nord.

Le Comité a formulé les recommandations suivantes :

- .. que la CEA ~~poursuive~~ ses démarches en vue de mettre un expert à la disposition de la sous région
- .. que le Centre africain de recherche et de formation pour la femme participe régulièrement aux réunions du Comité;
- .. qu'en attendant la nomination de la coordonnatrice, la Présidente du Comité veille à l'exécution du projet qui sera financé par l'ONUDI;

RAPPORT DU CARFF (point 5(b) de l'ordre du jour)

31. Le Secrétariat a présenté le document E/ECA/ATRCW/ARCC VIII/2 portant sur le rapport d'activités du Centre africain de recherche et de formation pour la femme pour la période avril 1986 1987 y compris les activités en faveur des femmes entreprises dans les MULPOCs de Gisenyi, de Lusaka, de Yaoundé et de Niamey. Ce rapport couvrait les activités relatives à la mise en oeuvre des résolutions de la septième réunion du CRAC ainsi que toutes les autres activités prévues au programme de travail en faveur des femmes de la CEA. Il a été noté que le CARFF a déployé beaucoup d'efforts pour assurer la participation des femmes dans les exercices de planification et de programmation dans leurs pays, un accent particulier étant mis sur les pays lusophones. Par ailleurs, une attention Spéciale a été concentrée sur les activités de promotion des femmes chefs d'entreprises. A ce titre, des séminaires de formation ont été organisés et des études effectuées dans le but de renforcer et d'améliorer les compétences des femmes dans ce domaine.

32. Des efforts considérables ont également été consacrés à la formulation de projets régionaux et sous régionaux pour le quatrième cycle de programmation du PNUD. Dans le même souci de mobiliser le plus de ressources financières possibles pour le programme d'intégration des femmes au développement, le Secrétariat a lancé un appel aux Etats membres afin qu'ils consentent un effort

particulier et suivent l'exemple des six pays membres qui avaient déjà contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique au profit des programmes et projets en faveur des femmes.

33. Le représentant du Secrétariat a enfin attiré l'attention de la réunion sur la situation critique dans laquelle se trouvait le programme des femmes de la CEA particulièrement en ce qui concerne la continuité du programme sous-régional. A ce sujet, les membres du CRAC ont été invités à se pencher sérieusement sur la question.

L'APPLICATION EN AFRIQUE DE LA CONVENTION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES (point 6 de l'ordre du jour)

34. Une représentante du Secrétariat a introduit le document portant la côte E/ECA/CM.13/27 et intitulé "Application en Afrique de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes". Cette Convention est le premier instrument juridique international que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté depuis 1979, et qui traite d'un grand éventail de questions relatives au rôle et à la condition de la femme. Elle est l'un des meilleurs legs de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

35. La Convention a été ratifiée par 87 pays dont 28 pays africain. Toutefois, c'est son application effective qui sera le principal facteur de changement de la situation des femmes en Afrique. Il est vrai que l'Afrique est confrontée à des crises de toutes sortes qui ont pour nom : dépendance économique, sécheresse, faim, pénuries alimentaires et qui se reflètent sur les conditions de vie de la femme. Beaucoup de ces questions africaines prenaient des actions en vue d'améliorer la situation des femmes qui constituent plus de la moitié de la population. Il est important de libérer l'énorme potentiel des femmes pour le développement. A cet effet, une des mesures à prendre devrait être de reformer les lois qui portent atteinte aux droits et responsabilité des femmes, celles qui les restreignent ou qui les minimisent.

36. La CEA a entrepris dans un certain nombre de pays africains une étude d'évaluation des mesures prises par les gouvernements en vue d'appliquer la Convention. Cette étude a porté sur l'Egypte, l'Ethiopie, le Gabon, le Kenya et le Rwanda.

37. De cette évaluation, plusieurs problèmes ont été identifiés :

- la volonté politique de mettre la Convention en application existe mais les implications de sa mise en oeuvre au plan humain et financier du fait de la crise annihilent cette volonté.

la difficulté de la faire concorder avec les textes législatifs nationaux et avec les textes religieux;

la diffusion limitée de la Convention en raison de l'analphabétisme des femmes et de sa non traduction dans les langues africaines;

le manque d'action de pression politique de la part des femmes pour faire accepter la Convention dans leurs pays.

38. En raison de tous ces freins, l'étude a fait des recommandations à l'intention des gouvernements, des organisations internationales, régionales et non gouvernementales et des particuliers afin que les codes civils concernent les personnes et leurs biens de façon à garantir les droits et obligations sans distinction de sexe.

39. A la suite de cette présentation, plusieurs pays ont évoqué les succès, échecs ou difficultés qu'ils ont connus dans la mise en application de la Convention. Il s'est dégagé de ces interventions que le principal handicap se situait au niveau de la diffusion de la Convention et des mécanismes de son suivi. La réunion a retenu qu'un questionnaire soit envoyé aux pays signataires pour compléter les données contenues dans l'étude d'évaluation. Il a été proposé que les mécanismes nationaux s'efforcent à assurer sa diffusion. La réunion a convenu également de faire jouer la solidarité entre les femmes pour aider les pays qui n'ont pas encore signé et/ou ratifié la Convention à le faire.

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS CONCERNANT LES FEMMES DANS LE CADRE DU QUATRIEME CYCLE DE PROGRAMMATION DU PNUD (point 7 de l'ordre du jour)

40. Présentant le document E/ECA/ATRCW/ARCC VIII/INF1, le représentant du secrétariat a rendu compte des négociations avec le PNUD. Trois projets avaient été soumis à cette institution pour demande de financement dans le cadre de son quatrième Cycle de programmation.

- (a) Formation de la femme africaine en production, planification et gestion au service de développement;
- (b) Promotion de la femme africaine dans des domaines scientifiques et techniques;
- (c) Amélioration du rôle de la femme africaine dans la production et la gestion dans le secteur non structuré.

Il a été souligné que le PNUD avait donné l'accord de principe pour les financements des deux derniers projets mais que le premier projet qui connaît les activités des programmes sous régionaux de la CEA en faveur de

la femme ne serait pas financé. Le Secrétariat a tenu à préciser que cette décision du PNUD ne signifiait pas le retrait total de l'assistance financière du PNUD au programme de la CEA en faveur de la femme. Le seul problème auquel la CEA devait faire face était celui d'assurer le fonctionnement des structures de coordination régionale et sous régionale ainsi que des programmes des MULPOCs en faveur de la femme. La CEA s'efforcerait de reprendre les négociations avec le PNUD au cours des prochaines réunions du Comité préparatoire technique plénier et de la Conférence des ministres.

41. Le Représentant du PNUD auprès de l'OUA et chef du Bureau de liaison avec la CEA a été prié d'apporter des éclaircissements sur la position du PNUD vis à vis des programmes sous régionaux de la CEA en faveur des femmes. Il a expliqué les procédures appliquées par le PNUD lors des négociations relatives au financement des projets en insistant sur le fait que parmi les domaines prioritaires définis pour le quatrième cycle de programmation figurait l'intégration des femmes au processus du développement, à tous les programmes sectoriels, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Il a été noté que désormais les efforts du PNUD porteraient moins sur la sensibilisation mais plutôt sur les projets témoignant concrètement des efforts entrepris.

42. Au cours des débats prolongés qui ont suivi, les membres du CRAC ont exprimé leur gratitude au PNUD pour son soutien aux activités en faveur des femmes. Un appel pressant a été lancé au PNUD pour que celui-ci continue de soutenir les programmes des MULPOCs en faveur des femmes dont l'utilité vis à vis des Etats membres a été démontrée. A cette occasion, un mémorandum a été présenté au représentant du PNUD. Toutefois, celui-ci a conseillé à la réunion de transmettre ce mémorandum à l'administration du PNUD à New York. Les membres du CRAC ont réitéré leur grave préoccupation et leur inquiétude quant à la poursuite immédiate des programmes sous régionaux en faveur des femmes, et ont demandé à être informées sur les actions entreprises par la CEA en vue d'assurer la continuité de ces programmes dans le cas où le PNUD maintiendrait sa position.

43. Le Secrétaire exécutif adjoint a rassuré la réunion en confirmant son optimisme quant à l'issue des négociations que la CEA avait repris avec le PNUD. Il a conseillé aux participantes d'adresser des résolutions sur la question au Comité technique préparatoire plénier et à la Conférence des ministres de la CEA afin que la demande puisse être présentée et examinée par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale des Nations Unies. La réunion a enfin demandé à la CEA qu'elle prenne à l'égard du programme sous régional les mêmes mesures en faveur des femmes que celles qui avaient été prises lorsque le PNUD avait retiré son soutien au programme principal des MULPOCs.

Un Comité composé de quatre Etats membres a été mis sur pied pour rédiger le mémorandum à adresser au Secrétaire exécutif de la CEA, à l'administration du PNUD et au Secrétaire général de l'OUA.

PLANIFICATION DES PROGRAMMES EN FAVEUR DES FEMMES DANS LE SYSTEME
DES NATIONS UNIES (point 3 de l'ordre du jour)

44. La représentante du Secrétariat a présenté le document E/ECA/ATRCW/ARCC VII/4 qui répondait à des demandes d'informations de la part des Etats membres sur la façon dont les programmes étaient planifiés dans le système des Nations Unies compte tenu notamment du fait que les programmes conçus au niveau des MULPOCs étaient parfois trop ambitieux et donc difficiles à être exécutés de façon satisfaisante. Se référant à l'organigramme contenu dans le document, elle a expliqué que le processus de planification allait du général au particulier, en commençant par le Plan à moyen terme sur les femmes et le développement à l'échelle du système, qui représentait une tentative de coordonner les activités exécutées par les différents organismes des Nations. Le Plan à l'échelle du système comprenait six programmes et vingt deux sous programmes qui étaient repartis entre les différentes institutions pour exécution. Les sous programmes étaient encore subdivisés en éléments de programmes et en produits finals.

45. Le budget programme pour l'exercice biennal 1988 1989 venait d'être élaboré en tenant compte des Stratégies d'Arusha et de Nairobi pour la promotion de la femme et du Plan à moyen terme. Elle a réaffirmé que les efforts devraient dans l'immédiat porter sur les directives visant à l'intégrer les préoccupations des femmes dans les programmes et plans généraux de développement ainsi que sur des services consultatifs pour la détermination et l'élaboration des projets. Ainsi, le budget programme 1988 89 reflétait les préoccupations des femmes dans tous les secteurs inscrits dans tout le programme de travail de la CEA. Cela avait été possible grâce aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

46. A la question de savoir si le PNUD avait retiré son soutien au programme des MULPOCs en faveur des femmes du fait des procédures de planification, elle a répondu qu'outre l'intégration des préoccupations des femmes aux programmes généraux, une autre résolution de l'Assemblée générale préconisait la nécessité de mettre en place à tous les niveaux des organes de liaison qui agiraient comme groupe de pression afin d'assurer l'intégration des préoccupations des femmes dans les programmes sectoriels. Les programmes extrabudgétaires, au rang desquels figurent les programmes des MULPOCs en faveur des femmes et le Centre africain de recherche et de formation pour la femme, étaient généralement à la merci des donateurs. Les programmes des MULPOCs en faveur des femmes et le CARFF ne pourront continuer que s'ils bénéficient de postes et programmes réguliers.

INTERVENTION DES OBSERVATEURS

Représentant de l'INSTRAW

47. Le représentant de l'Institut de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW) a, dans son intervention, situé la participation de son organisation au plan à moyen terme sur les femmes et le développement à l'échelle du système adopté par son conseil d'administration.

48. Les activités mentionnées par la représentante de l'INSTRAW dans le cadre de ce programme étaient notamment : la quantification de la contribution des femmes dans le secteur non structuré, la mise au point d'indicateurs et de statistiques sur les femmes, et le développement des activités sectorielles, particulièrement dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et dans celui des femmes et des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

49. Elle a fait remarquer qu'en raison de son système basé sur la collaboration et la complémentarité des mandats des participants du Système des Nations Unies, le Plan était un excellent moyen de développement et de renforcement des programmes et de l'assistance technique en faveur des femmes. Elle a en outre exprimé sa sympathie envers les Comités sous régionaux préoccupés par la crise actuelle affectant le financement des programmes étant donné les progrès considérables réalisés et a exprimé l'espoir qu'une solution satisfaisante y serait rapidement trouvée.

50. A propos de la Stratégie fondamentale de l'INSTRAW, qui consistait à mettre en place et à renforcer un réseau de coopération avec les institutions et organisations du monde entier, elle a souligné que la coopération actuelle et future avec l'Afrique en général et la CEA en particulier revêtait une grande importance. Elle a exprimé son optimisme quant à la poursuite et au renforcement de la collaboration à travers l'exécution du Plan à moyen terme sur les femmes et le développement à l'échelle du système dont le principal objectif, selon l'INSTRAW, était de renforcer les réseaux d'information sur les femmes et le développement et d'améliorer les systèmes de collecte, de traitement et de diffusion de données en faveur des femmes. Elle a conclu en déclarant que l'INSTRAW apporterait un soutien accru aux activités du programme de la CEA en faveur des femmes.

51. La Présidente du Comité Inter africain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants a présenté à la 8ème réunion du CRAC, le Plan d'action issu de leur récent séminaire sur le sujet qui s'est tenu à Addis Abeba du 6 au 10 avril 1987. Ce plan d'action concerne : les mariages et grossesses précoces, l'excision, les pratiques liées à l'accouchement et à l'espacement des naissances, les tabous nutri-

tionnels. Elle a tenu a remercié la CEA et le CARTEF pour leur soutien qui lui a permis d'avoir un bureau à Addis Abeba et d'assurer le bon déroulement du dernier séminaire régional. Elle a demandé que le CRAC veuille bien inclure l'examen de ce Plan d'action dans l'ordre du jour de sa prochaine réunion et dans celui de la Conférence des ministres de la CEA. La réunion a accepté cette demande.

ADOPTION DU RAPPORT (point 9 de l'ordre du jour)

Le rapport de la réunion a été adopté avec quelques amandements.

CEREMONIE DE CLOTURE

La huitième réunion du CRAC s'est clôturée le 11 avril à 23 heures après adoption de son rapport, d'une résolution et d'un memorandum adressé au Secrétaire exécutif de la CEA, à l'Administrateur du PNUD et au Secrétaire général de l'OUA.

RESOLUTION DE LA 8EME REUNION DU COMITE
REGIONAL AFRICAIN DE COORDINATION POUR L'INTEGRATION
DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

La 8ème réunion du Comité régional africain de Coordination pour l'intégration de la femme au développement en Afrique qui a tenu ses assises à Addis Abéba du 10 au 11 avril 1987,

Considérant les résultats de l'étude CARFF/CEA sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Considérant l'importance des efforts de planification des activités relatives aux femmes au sein des Nations Unies, ainsi qu'à travers le programme à moyen terme rapporté à l'échelle de tout le système relatif aux femmes et au développement entre autres,

Rappelant la résolution 579 (XXI) de la 12ème session du Conseil des ministres de la CEA relative à la femme et au développement en Afrique,

Considérant les orientations nouvelles données au programme en faveur de la femme pour le 4ème Cycle de programmation du PNUD,

Prenant note des recommandations des réunions des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement,

Insistant sur la nécessité de coordination et de consultation entre la CEA et les mécanismes régionaux et sous-régionaux d'intégration de la femme au développement,

Ayant à l'esprit les recommandations du Programme Prioritaire de Redressement Economique de l'Afrique et du Plan d'action des Nations Unies pour le Redressement des économies africaines où les femmes ont un rôle important à jouer,

Profondément préoccupée par la décision du PNUD d'arrêter son financement au programme féminin des MULPOCs,

1. Recommande aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de signer, ratifier et mettre en oeuvre la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans les domaines politiques, économiques et socio-culturels notamment l'éducation et l'emploi tout en lançant un appel aux femmes elles-mêmes afin de collaborer avec les gouvernements dans la diffusion de la Convention ainsi qu'à son inclusion dans les programmes scolaires.

2. Recommande au Comité technique et au Conseil des ministres de la CEA de prendre note de l'étude sur la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de faire leurs recommandations de ladite étude.

3. Appuie les exercices de planification des activités relatives à l'intégration des femmes dans le développement ayant cours dans l'ensemble du système des Nations Unies.
4. Constate avec regret que l'appel qu'il a lancé au PNUD, lors de sa 7ème réunion à Yaoundé en avril 1986 pour la continuation de son appui financier aux programmes d'intégration des femmes au développement des MULPOCs ait reçu une réponse négative.
5. Lance un appel aux Etats africains pour entreprendre avec le Secrétaire exécutif de la CEA des démarches auprès des sources de financement bilatérales, gouvernementales et non gouvernementales africaines et non africaines pour assurer le financement de la mise en oeuvre et du suivi des priorités sous-régionales africaines, dégagées à partir des Stratégies prospectives pour l'action de Nairobi en vue de la promotion des femmes en annonçant une contribution soit en ressources financières, soit en ressources humaines lors de la Conférence d'annonce de contributions à l'UNTFAD.
6. Demande aux Etats africains de prendre en charge la participation de leurs délégations aux réunions des Comités sous régionaux ainsi qu'à celles du CRAC de manière à préserver les acquis du fonctionnement des programmes sous régionaux ainsi que du programme régional de la CEA.
7. Demande que les gouvernements africains ainsi que les institutions internationales incluent la problématique de l'intégration des femmes au développement dans les priorités nationales retenues pour la mise en oeuvre du Programme Prioritaire pour le Redressement Economique de l'Afrique et du Plan d'action des Nations Unies pour le Redressement Economique de l'Afrique.
8. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de transmettre à la 13ème réunion du Conseil des ministres de la CEA à l'Administrateur du PNUD à New York ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies son mémorandum sur les justifications du maintien des programmes et structures d'intégration des femmes au développement des MULPOCs et du CARTE.
9. Demande également au Secrétaire général des Nations Unies d'accepter de lever le gel des postes des experts féminins chargées de l'exécution du programme de travail des mécanismes régionaux et sous régionaux pour l'intégration des femmes au développement et d'assurer l'absorption de ce personnel sur le budget régulier de la CEA.
10. Suggère à la CEA d'adopter ou de modifier tous les projets d'intégration de la femme au développement en consultation et coordination avec les MULPOCs et le CRAC.

MEMORANDUM ADRESSE A LA CONFERENCE DES MINISTRES
DE LA CEA ET AU PNUD - NEW YORK

JUSTIFICATION DU MAINTIEN DES STRUCTURES MISES EN PLACE
AU SEIN DES MULPOC ET DU CARFF POUR L'INTEGRATION
DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

Les comités sous-régionaux et le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement qui ont été créés conformément à la résolution no. 4 de la première Conférence régional de Nouakchott en septembre 1977 sur la mise en oeuvre des plans nationaux et du plan d'action mondial de Mexico et appuyés par la Conférence des Ministres de Rabat en 1979, sont devenus opérationnels en 1978. Ils ont depuis cette date été les structures d'appui à partir desquelles étaient définies les priorités des programmes en faveur des femmes au sein des MULPOC.

Au sein des MULPOC, les programmes d'intégration de la femme au développement ont servi de cadre de préparation et d'élaboration des documents sur l'Afrique qui ont été adoptés par les conférences de Copenhague et de Nairobi, marquant respectivement le milieu et la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Ces programmes et structures sous-régionaux et régionaux ont permis de coordonner l'action en faveur de la promotion de la femme en Afrique, d'établir des liens entre les programmes nationaux d'intégration de la femme au développement et de promouvoir ainsi la coopération technique entre les pays d'une même sous-région et entre les sous-régions elles-mêmes.

Ces programmes ont permis l'exécution de projets de formation et de recherche qui s'inscrivent dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et celui du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Ces programmes et structures ont également aidé à accroître dans une mesure notable la participation des femmes à la production alimentaire, aux petites et moyennes industries, à l'industrie, à la technologie et au commerce.

Au cours du troisième cycle de programmation du PNUD, les Etats africains ont contribué au financement des programmes des MULPOC en faveur de la femme en contribuant au Fonds d'affectation spéciale pour le développement de l'Afrique, ce qui témoigne de leur satisfaction, de leur intérêt, de leur engagement et de leur confiance dans l'évolution future de ces programmes.

Parmi les pays qui ont déjà contribué à ce Fonds, on peut citer le Botswana, le Cameroun, le Congo, le Gabon, l'Egypte, le Kenya, le Nigéria, le Rwanda et la République centrafricaine. Il est à espérer que les autres pays prendront exemple sur eux.

Les programmes sous-régionaux et régionaux d'intégration de la femme au développement doivent répondre aux besoins des sous-régions et de la région et être inclus dans les programmes des groupements d'intégration économique.

Au moment où tant d'efforts sont faits par les gouvernements africains pour promouvoir ces programmes et où les femmes sont mobilisées et sensibilisées aux problèmes de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement annonce le retrait de son assistance financière.

L'interruption de ces programmes, dont l'utilité n'est pas à démontrer, amène inévitablement à se poser la question suivante : peut-il y avoir un développement réel si l'on écarte le fait que le développement pour les femmes africaines passe obligatoirement par la réponse aux besoins qu'elles expriment elles-mêmes et pour elles-mêmes ?

Pour toutes ces raisons, le Comité régional africain de coordination, réuni pour sa huitième session, soumet le présent memorandum au Comité préparatoire technique plénier, à la treizième Conférence des ministres de la CEA et au Directeur général du PNUD en leur demandant d'étudier sérieusement la nouvelle situation ainsi que les graves conséquences qui en découleront.

Tenant compte de la position du PNUD sur cette question, le CRAC lance un appel pressant pour que la Conférence des ministres de la CEA n'épargne aucun effort pour convaincre les sources de financement nationales, bilatérales et multilatérales de fournir les ressources humaines et financières qui permettront la continuation des programmes des MULPOC et du CARFF en faveur de la femme.

Addis Abeba, le 11 avril 1987, 22 heures 20

cc: Secrétaire exécutif de la CEA

Administrateur du PNUD

Secrétaire Général de l'OUA

Attaché de liaison du PNUD

SADCC

Organisation panafricaine des femmes

Tous les comités sous-régionaux